



RAPPORT D'ACTIVITE 2003

CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE EN ESSONNE

Adresse postale : BP 108, 91004 Evry cedex
Les locaux : Bd de France - Immeubles France-Evry - Tour Lorraine – Evry
Tél : 01.64.97.00.32 - Fax : 01.64.97.00.33 - E-mail : cr.ville.essonne@wanadoo.fr
SVP INFO DOC : 01.64.97.27.75 - E-mail : doccr.essonne@wanadoo.fr

SOMMAIRE

| | |
|--|-------------|
| INTRODUCTION..... | p.2 |
| I. Mission d'information..... | p.3 |
| II. Mission de documentation..... | p.9 |
| III. Mission de qualification des professionnels | p.12 |
| IV. Mission d'échange et de rencontre..... | p.16 |
| V. Mission de mise en réseau, participation aux réseaux et partenariat avec les acteurs de la Politique de la Ville | p.23 |
| VI. Mission de publication et de capitalisation d'expériences..... | p.25 |
| VII. Fonctionnement associatif et gestion de l'Association..... | p.27 |
| CONCLUSION..... | p.31 |
| LES ANNEXES..... | p.32 |



INTRODUCTION

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en oeuvre en 2003 le projet élaboré et annoncé lors du dernier trimestre 2002 aux différents partenaires de la Politique de la Ville.

A partir de mars 2003, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a fortement développé son activité, conformément aux objectifs définis dans son projet, objectifs établis en adéquation avec les attentes des institutions qui le co-financent et les besoins émis par les acteurs de la Politique de la Ville en Essonne.

Afin de réaliser ce projet, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a été particulièrement attentif au développement des moyens nécessaires à sa structure tant en matière de ressources humaines, qu'en matière d'équipement matériel et informatique.

Les missions d'information, de communication et de documentation ont été fortement investies par l'équipe. Ainsi, la fréquentation de l'espace d'information et de la ligne SVP INFO DOC, a été en constante augmentation. Par ailleurs, la lettre « Expression », adressée à plus de 950 personnes, a rencontré une réelle audience.

La mission de qualification des professionnels et acteurs exerçant dans le cadre de la Politique de la Ville a également été valorisée. La fréquentation régulière et fidèle du public lors des sept rencontres-débats et des deux journées d'information et de réflexion a permis de mesurer l'intérêt des professionnels en matière d'échange.

Depuis son ouverture au public en mars 2003, ce sont 548 personnes qui ont participé aux différentes propositions faites par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.



I. Mission d'information

Conformément à ses statuts, la mission d'information constitue une mission prioritaire du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Elle a pour objectif de favoriser la diffusion de l'information auprès des professionnels de la Politique de la Ville sur le département.

En 2003, trois principaux outils ont été mis en place afin de réaliser cette mission :

- Le SVP INFO DOC
- La lettre d'information mensuelle « Expression »
- La base de données « Annuaire »

1.1 Le SVP INFO DOC

Le SVP INFO DOC constitue le principal service d'information mis à disposition des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne par le Centre de Ressources en 2003.

Le SVP INFO DOC est matérialisé par une ligne téléphonique et une messagerie électronique dédiées uniquement aux questions que se posent les professionnels sur la Politique de la Ville et les thématiques qui lui sont liées, en particulier au niveau local. La chargée d'information et de documentation anime ce dispositif.

LES UTILISATEURS, LEURS DEMANDES, ET LES REPONSES APPORTEES

Rendu accessible au public en mars 2003, le SVP INFO DOC a enregistré de mars à juillet 2003, puis de septembre à décembre 2003, 102 demandes documentaires¹. Pendant cette période, 73 personnes ont ainsi eu recours au SVP INFO DOC (parmi elles, 23% y ont eu recours plus d'une fois²).

Les utilisateurs

Les utilisateurs du SVP INFO DOC exercent des activités professionnelles variées³, ce qui indique une certaine mixité des usagers. Toutefois, les demandes formulées par les chefs de projet Politique de la Ville et les coordinateurs des Contrats Locaux de Sécurité (19%), par les travailleurs sociaux (12%), par les agents du Conseil Général de l'Essonne (12%), et par les responsables associatifs (11%)

¹ Ce chiffre ne prend pas en compte les demandes formulées à la Directrice et à l'équipe du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne concernant son fonctionnement et les activités proposées. Il s'agit uniquement des demandes documentaires formulées à la chargée d'information et de documentation sur la ligne téléphonique et la messagerie électronique dédiées au SVP INFO DOC.

² Voir le tableau « Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 » proposé en annexes.

³ Voir le tableau « Le profil des utilisateurs du SVP INFO DOC en 2003 » proposé en annexes.

représentent l'essentiel des demandes formulées sur le SVP INFO DOC. Par ailleurs, les étudiants en DESS et en Maîtrise IUP (22%) sont également demandeurs.

Les utilisateurs du SVP INFO DOC exercent majoritairement leurs activités professionnelles dans l'Essonne (85%)⁴. Sur 73 utilisateurs, seuls 11 exercent leurs activités professionnelles en dehors du département.

Les demandes formulées

En 2003, les demandes formulées sur le SVP INFO DOC sont particulièrement différenciées⁵, ce qui indique une diversité importante des besoins d'information exprimés par les professionnels de la Politique de la Ville en Essonne. Toutefois, les demandes concernant des contacts de professionnels et de structures, des textes de loi, des fiches d'expérience, des documents précis représentent l'essentiel des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 (35%). Il est à noter également que les thématiques suivantes constituent une préoccupation importante de la part des professionnels : la Politique de la Ville (14%), le logement (10%), le renouvellement urbain / la rénovation urbaine (8%) et la participation des habitants / la démocratie participative (7%).

Les réponses apportées

Les services et les produits documentaires apportés en réponse aux demandes des utilisateurs ont pris des formes multiples : listes de coordonnées, tableaux de statistiques, dossiers documentaires, bibliographies thématiques, liens vers des sites Internet ou documents électroniques etc.

Leur mode de diffusion a été adapté aux conditions d'accès à l'information formulées par les utilisateurs⁶ : 52% des réponses apportées ont fait l'objet d'une consultation des documents à l'espace d'information et de documentation ; 48% des réponses apportées ont fait l'objet d'une réponse à distance par mail, par courrier et par fax.

95% des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 ont obtenu une réponse grâce aux ressources d'information dont dispose le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Seules 5% des demandes ont été réorientées vers des structures documentaires spécialisées⁷. 68% des demandes ont nécessité des recherches documentaires avancées. 32% des demandes ont concerné des informations plus ponctuelles.

CONSTAT

En 2003, le SVP INFO DOC a donc commencé à être identifié par les professionnels de la Politique de la Ville comme un service leur permettant de répondre à leurs besoins d'information, tout particulièrement par les professionnels de l'Essonne.

⁴ Idem

⁵ Voir le tableau « Typologie des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 » proposé en annexes.

⁶ Voir le tableau « Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 » proposé en annexes.

⁷ Idem

Ce service a également été en mesure de s'adapter à la diversité et à la complexité des demandes formulées, mais aussi à la multiplicité des conditions d'accès à l'information des utilisateurs.

En ce sens, le SVP INFO DOC a constitué en 2003 un service de proximité et d'expertise pour les professionnels de la Politique de la Ville en Essonne en matière d'information.

PERSPECTIVES

En 2004, l'objectif concernant le SVP INFO DOC est double :

- D'une part, sensibiliser les professionnels à ce service dans le but d'augmenter le nombre des demandes formulées ;
- D'autre part, améliorer la réponse faite aux professionnels sur des expériences locales en développant la mission de capitalisation d'expériences essonniennes.

1.2 La lettre mensuelle d'information « Expression »

La lettre d'information « Expression » constitue le support principal de diffusion de l'information en direction des professionnels de la Politique de la Ville sur le département, proposé par le Centre Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003.

La directrice du Centre Ressources Politique de la Ville en Essonne est la directrice de publication. La lettre « Expression » est coordonnée par la chargée d'information et de documentation.

CONTENU

Le premier numéro est paru en février 2003. Le dépôt légal auprès de la Bibliothèque National de France a été effectué en mars 2003. Neuf numéros au total sont parus au cours de l'année.

Au cours du premier semestre 2003, quelques évolutions ont pu être apportées à la ligne éditoriale et à la mise en page de la lettre « Expression ».

La ligne éditoriale a été déterminée de la manière suivante :

- Au recto : le texte d'un chercheur ou d'un expert apportant un point de vue sur une thématique de la Politique de la Ville, l'agenda des activités proposées par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne ;
- Au verso : un texte présentant une association ou une expérience essonnienne, l'actualité nationale liée à la Politique de la Ville, l'actualité locale liée à la Politique de la Ville .

LES DESTINATAIRES

De février à décembre 2003, le nombre des destinataires de la lettre « Expression » a augmenté de 600 à 950 personnes environ. Diffusée au format papier, la lettre « Expression » est ainsi destinée :

- Sur le département de l'Essonne : aux élus, aux partenaires institutionnels, aux associations, aux centres sociaux, aux Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents, aux chefs de projet Politique de la Ville, aux coordinateurs CLSPD, aux présidents des communautés d'agglomération, à la DPPJJ, aux Délégués de l'Etat, au réseau Comité D'Accès à la Citoyenneté, au réseau d'éducation prioritaire etc.
- Sur le plan national et régional : au réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville, aux partenaires institutionnels, aux intervenants, à la presse spécialisée etc.
- Sur le plan de la vie associative : aux adhérents, aux membres du conseil d'administration, aux membres du comité des financeurs, aux membres du comité d'orientation etc.

CONSTAT

En 2003, la lettre « Expression » a constitué un support de diffusion de l'information apprécié des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne, en particulier en raison de sa périodicité régulière, de son contenu riche et ancré sur le local, et de sa large diffusion sur le département.

PERSPECTIVES

En 2004, l'objectif concernant la lettre « Expression » est double :

- D'une part, augmenter le nombre de destinataires de 30% avec la gestion de la base données « Annuaire »,
- D'autre part, proposer une version électronique en complément à la version papier.

1.3 La base de données « Annuaire »

Afin d'assurer au mieux la diffusion de l'information auprès des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en place un outil informatique fiable, une base de données « Annuaire » réalisée sous ACCESS.

OBJECTIFS

La base de données « Annuaire » a pour objectifs de :

- Constituer un annuaire des acteurs de la Politique de la Ville, en particulier au niveau local, mais aussi aux niveaux régional et national ;
- Améliorer la diffusion de l'information auprès des professionnels (envoi électronique de la lettre « Expression », programmes des événements proposés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne etc.)
- Mieux gérer l'information liée à la vie de l'Association (fichier des adhérents, fichier des participants etc.)

REALISATION DU PROJET

Dès le mois de mars 2003, le projet a été initialisé. Il a été confié à un consultant en informatique. En interne, ce projet a été coordonné par la chargée d'information et de documentation. Toute l'équipe a participé à l'analyse des besoins et aux différents tests de l'outil proposé par le consultant. Huit réunions de travail ont été nécessaires à cet effet tout au long de l'année.

De mars à décembre 2003, la base de données « Annuaire » a nécessité quatre versions informatiques. Ces évolutions sont intervenues en fonction de celles connues par les activités du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne au cours de l'année.

Deux opératrices de saisie ont été recrutées en CDD de mai 2003 à début janvier 2004, pour alimenter la base de données.

Fin 2003, 1800 fiches entités avaient été saisies dans la base de données « Annuaire ».

Cet outil a permis de :

- Renseigner la participation des personnes aux divers événements organisés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003
- Réaliser l'attribution de l'envoi de la lettre « Expression »

CONSTAT

En 2003, par la mise en place de ce projet, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a été en mesure d'élaborer un outil informatique fiable, adapté aux besoins de la structure en termes de gestion et de diffusion de l'information.

En ce sens, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a montré sa volonté d'améliorer la diffusion de l'information auprès des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne.

PERSPECTIVES

En 2004, l'objectif concernant la base de données « Annuaire » est double :

- Augmenter le nombre des fiches entités saisies de 20% ;
- Rendre opérationnel l'ensemble de ses fonctionnalités (gestion des adhésions, envoi de la lettre « Expression » par mail etc.)



II. Mission de documentation

Conformément à ses statuts, la mission de documentation constitue une mission fondamentale du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Elle a pour objectif de mettre à disposition des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne un fonds documentaire traitant des questions liées à la Politique de la Ville, aux niveaux européen, national, régional et local.

En 2003, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en place deux principaux outils de mise à disposition de documents pour les professionnels de la Politique de la Ville en Essonne :

- L'espace d'information et de documentation, qui apporte une mise à disposition des documents en fonction d'une demande précise formulée par l'utilisateur ;
- Les dossiers de participant, qui apportent une mise à disposition plus large et plus systématique des principaux éléments d'une thématique.

2.1. L'espace d'information et de documentation

L'espace d'information et de documentation constitue l'outil principal mis en place par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003 pour assurer sa mission de documentation auprès des professionnels de la Politique de la Ville sur le département. Il est géré et animé par la chargée d'information et de documentation.

OBJECTIFS

Cet espace a pour objectif d'être :

- un lieu de consultation des documents ;
- un lieu d'accueil et de mise à disposition de services documentaires personnalisés.

CONTENU

Après analyse de l'existant réalisé auprès du Centre de Ressources de la Délégation Interministérielle à la Ville et des centres de ressources Politique de la Ville régionaux et départementaux, l'espace d'information et de documentation a mis à disposition des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne, un fonds documentaire riche et varié, composé de :

- 36 titres de périodiques (presse spécialisée et quotidienne, presse locale et nationale) ;
- 15 titres de lettres d'information publiées par les centres de ressources Politique de la Ville régionaux et départementaux ;
- Environ 2000 publications (rapports, ouvrages, guides, textes de loi etc.);
- Environ 70 dossiers documentaires.

Pour constituer et gérer ce fonds, les activités documentaires suivantes ont été réalisées au cours de l'année 2003 :

- Gestion des abonnements et réception des périodiques ;
- Sélection et commandes des ouvrages ; mise en place de demandes gracieuses auprès des services de presse ; estampillage des documents (couverture, cotes, fiches de prêt) ;
- Veille documentaire : téléchargement de documents disponibles sur Internet ; dépouillement de la presse quotidienne, de la presse spécialisée, des lettres d'information etc. ;
- Réalisation d'un plan de classement thématique ;
- Paramétrage de la base de données documentaire réalisée sous le logiciel Alexandria.

L'ouverture de l'espace d'information et de documentation au public a eu lieu lors de portes ouvertes organisées les 27 et 28 février 2003 dans les locaux du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ces portes ouvertes ont accueilli 58 personnes.

Depuis le 3 mars 2003, l'espace d'information et de documentation est ouvert au public, uniquement sur rendez-vous, du mardi au vendredi de 10H00 à 18H00. De mars à juillet 2003, puis de septembre à décembre 2003, 53 rendez-vous ont eu lieu à l'espace d'information⁸. 35 personnes sont venues consulter des documents sur place. Parmi elles, 37% sont revenues plus d'une fois⁹.

CONSTAT

En 2003, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a été en mesure de concevoir un espace d'accueil personnalisé, comportant un fonds documentaire riche et varié, répondant aux besoins d'information formulés par les professionnels de la Politique de la Ville en Essonne.

PERSPECTIVES

En 2004, l'objectif concernant l'espace d'information et de documentation est triple :

- Informatiser le fonds documentaire afin de mettre en place le prêt de documents aux adhérents ;

⁸ Voir le tableau « Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 » proposé en annexes.

⁹ Pour obtenir le détail des éléments concernant la nature des demandes de rendez-vous, le profil des utilisateurs de l'espace d'information et de documentation, et les réponses apportées, se reporter au 1.1.

- Accentuer la capitalisation de documents relatifs aux expériences et dispositifs locaux ;
- Développer un fonds de vidéos et de mémoires universitaires en partenariat avec l'Université d'Evry Val d'Essonne et des associations de vidéastes.

2.2 Les dossiers de participant

OBJECTIFS

Les dossiers de participant ont été mis en place par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003 dans le but de mettre à disposition du plus grand nombre de professionnels les principaux éléments d'une problématique. Ces éléments leur permettent d'en saisir les enjeux et/ou les invitent à poursuivre leur réflexion de manière plus approfondie, notamment à l'espace d'information et de documentation.

CONTENU

Ces dossiers sont remis aux participants lors des différents événements organisés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ils sont constitués par la chargée d'information et de documentation, avec l'aide de l'employée administrative.

Ils contiennent de manière générale :

- Une bibliographie thématique ;
- Un ou plusieurs textes produits par les intervenants ;
- Un ou plusieurs articles de presse ou chapitres d'ouvrage ;
- Des plaquettes de présentation de structures.

NOMBRE DE DOSSIERS

De mars à décembre 2003, 700 dossiers ont été ainsi reproduits et remis aux participants lors des 7 rencontres-débats, des 2 journées d'information et de réflexion, des 4 cycles de qualification et du groupe de travail.

BILAN ET PERSPECTIVES

Ces dossiers ont pleinement participé à la qualité visée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ils constituent un élément important du succès rencontré par les journées d'information et les rencontres-débats.

En 2004, l'objectif est de poursuivre cette production dans ce sens.



III. Mission de qualification des professionnels

La mission de qualification des professionnels est une mission prioritaire du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

En 2003, après avoir mené auprès des professionnels de la Politique de la Ville, puis de responsables associatifs, une démarche d'analyse des besoins en matière de qualification, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a élaboré trois cycles de qualification.

De façon générale, ces cycles de qualification ont pour objectifs de :

- Favoriser l'acquisition de connaissances ;
- Clarifier les concepts théoriques ;
- Donner des repères méthodologiques ;
- Engager une réflexion approfondie sur certains champs d'intervention de la Politique de la Ville.

D'un point de vue méthodologique, ils présentent également des expériences et des actions identifiées comme innovantes ou exemplaires. Ces cycles visent une meilleure identification des enjeux et une meilleure appropriation des techniques par les acteurs de terrain. L'élaboration de ces cycles varie, tant du point de vue du contenu que de la durée, en fonction des objectifs de savoir-faire visés.

Ces cycles sont construits en collaboration avec des experts, consultants ou opérateurs, renommés en ce domaine, et animés par ceux-ci.

En 2003, trois cycles de qualification et une formation-action ont été organisés.

Les deux cycles de qualification ont porté sur les thématiques suivantes :

- « Initier et piloter l'évaluation » - 2 cycles
- « Mener un projet de gestion urbaine de proximité » – 1 cycle (un autre cycle aura lieu en 2004)

Une formation-action a porté sur le thème : « la lutte contre les discriminations raciales à l'emploi et à la formation ».

3.1. Cycle de qualification « initier et piloter l'évaluation »

Ce cycle a été élaboré à la demande d'un groupe de professionnels de la Politique de la Ville qui avait pour objectif de mettre en place en 2003 la démarche d'évaluation de contrats de ville à mi-parcours.

PROGRAMME

- De la commande d'évaluation au projet de développement
- La méthodologie de l'évaluation comme dynamique de changement social
- L'évaluation stratégique
- Stratégies de l'évaluation dans un système d'acteurs

INTERVENANT

Jean-François BERNOUX, consultant, sociologue des organisations – Enseignant à l'université de Paris X – Dauphine.

DUREE, DATES

- Cycle 1 : 6 janvier, 6 février, 3 mars et 3 avril 2003 de 9h30 à 17h
- Cycle 2 : 6 mai, 26 mai, 16 juin et 30 juin 2003 de 9h30 à 17h

PARTICIPANTS

Au total, 23 personnes sont venues (13 pour le 1^{er} cycle, 10 pour le 2^{ème} cycle), dont 18 professionnels de la Politique de la Ville et 3 coordinateurs CLSPD.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Afin d'accompagner cette transformation des méthodes qui peut rencontrer des freins, il est prévu en 2004, de retrouver les participants lors de journées complémentaires. Celles-ci permettront d'évaluer la mise en œuvre, d'identifier les difficultés rencontrées et d'échanger sur les changements de méthode produits par cette démarche.

3.2. CYCLE DE QUALIFICATION « MENER UN PROJET DE GESTION URBAINE DE PROXIMITE »

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a co-élaboré ce cycle de qualification avec un petit groupe réunissant des jeunes professionnels de la Politique de la Ville et un responsable associatif. Ayant participé à la conférence-débat 24 avril 2003, ce groupe a été particulièrement motivé par cette démarche.

Ce cycle avait pour objectifs de :

- Repérer et qualifier les points clefs d'un diagnostic ;
- Faire valoir des expériences innovantes afin d'identifier les outils et les procédures mis en place ;
- Repérer et qualifier les points clefs de la démarche de projet ;
- Accompagner le projet.

INTERVENANTS

Antoine ANDERSON, ancien chef de projet, intervenant en tant que conseil/audit auprès des collectivités territoriales – cabinet Savoir - Faire & Cie –, a co-élaboré puis animé ce cycle de qualification. Précédemment, il avait co-animé, avec un bailleur social de la société EFID IS, la conférence-débat du 24 avril 2003

DUREE, DATES

Ce cycle est composé de 4 demi-journées, réparties sur quatre mois : le cycle a commencé le 12 décembre 2003. En raison du nombre important d'inscrits, deux groupes ont été constitués. Le prochain se réunira au cours du premier trimestre 2004.

PARTICIPANTS

18 professionnels dont 9 professionnels de la Politique de la Ville, en particulier 6 chefs de projet Politique de la Ville ayant pris leur poste récemment, des responsables associatifs et des coordinateurs CLSPD.

CONSTATS ET PERSPECTIVES

Ce cycle étant en cours, il n'a pas été procédé à son évaluation. Toutefois, il est prévu que le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne accompagne deux projets, en coopération avec Antoine ANDERSON.

3.3. FORMATION-ACTION « LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS RACIALES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION »

C'est à l'issue de la conférence-débat du 19 juin 2003 portant sur « la lutte contre les discriminations raciales, état des lieux », animée par l'association Economie & Humanisme, qu'il a été décidé d'élaborer une formation-action sur cette problématique.

Le programme aborde les points suivants :

- Immigration, marché du travail et intégration
- De l'immigration à la lutte contre les discriminations
- La lutte contre les discriminations en Europe
- La lutte contre les discriminations en France
- Les expériences de lutte contre les discriminations
- De la lutte contre les discriminations à la citoyenneté
- Comment lutter contre les discriminations raciales sur le marché du travail ?

La parole a été donnée à des praticiens ou des professionnels qui ont accompagné des expériences innovantes en Picardie et en Lorraine, expériences concrètes qui permettent d'identifier les leviers, les freins, les bonnes pratiques potentiellement transférables en Essonne.

INTERVENANTS

Cette formation-action a été construite avec le concours d'Hervé BORDY, juriste et conciliateur de justice enseignant à l'Université de Lille II, Institut Régional de Travail Social du Nord-Pas-de-Calais. Il est animateur de formations pour la Protection Judiciaire de la Jeunesse (CRFPJJ). Se sont également impliqués dans cette formation-action Isabelle RAYNAUD de la Délégation Interministérielle à la Ville et Arnaud DEHEDIN, du Centre ressources EPI.

DUREE, DATES

- 21 octobre 2003 (14h-17h)
- 17 novembre 2003 (14h-17h)
- 15 décembre 2003 (14h-17h)

PARTICIPANTS

Cette formation-action a rassemblé 19 personnes, et en particulier des associations et des agents des collectivités locales (autres que le Conseil Général de l'Essonne).

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Il sera procédé à une évaluation de cette formation-action en avril 2004. Cette démarche formative constitue la première étape d'un projet qui s'appuiera sur un site expérimental et sera porté par un ou des professionnels de la Politique de la Ville.

CONSTAT GENERAL

De façon générale, on peut dire que ces cycles de qualification, construits à la demande des professionnels, ont été suivis assidûment : 50% des participants étaient des professionnels du champ de la Politique de la Ville. Les autres fonctions représentées sont : agents des collectivités locales (15%), responsables ou bénévoles d'association (13%), coordinateurs CLSPD (10%).

Les principales villes d'origine des participants aux cycles de qualification sont par ordre décroissant : Evry (18%), Corbeil-Essonnes (8%), Courcouronnes (6%), le nombre total de ville représentées étant de 28, y compris des villes de départements limitrophes. Ceci montre bien que le Centre ressource rayonne assez largement dans le département et même au-delà.

Pour l'année 2004, de nouveaux cycles de qualification portant sur les thématiques du logement, de l'emploi et la question de la place des femmes et des jeunes filles dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville sont à l'étude. En complément, une analyse des besoins et des attentes des différents publics sera renouvelée.



IV. Mission d'échange et de rencontre

Après une analyse portant sur les besoins et les attentes, des différents réseaux de professionnels, partenaires de la Politique de la Ville, et en partenariat avec le réseau des chefs de projets Politique de la Ville et le réseau des coordinateurs CLSPD, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a organisé deux types de manifestations qui correspondent à des modalités, des contributions et des échanges différents. Ont été distingués :

- Les conférences-débats qui permettent de rencontrer un chercheur ou un praticien ayant publié un ouvrage ;
- Les journées d'information et de réflexion qui traitent de façon plus approfondie d'une question sociale, politique ou urbaine en tant qu'enjeu de la Politique de la Ville ;
- Le groupe de travail

4.1 LES RENCONTRES-DEBATS

Les rencontres-débats ont pour objectifs de confronter les points de vue, de clarifier des concepts issus de la recherche ou de l'expertise et de situer les termes du débat.

Cette proposition a évolué au cours de l'année 2003 : de mars à juin 2003, les quatre thématiques choisies ont permis de mesurer l'intérêt des professionnels pour ce type de manifestation et leurs besoins en matière de qualification.

A partir d'octobre 2003, ces rencontres-débats ont privilégié le point de vue de chercheurs ou de praticiens autour de leur travail ou d'un ouvrage publié récemment. Avant tout, l'idée est de susciter un débat public sur une question sociétale complexe, que la polémique et la médiatisation peuvent fausser en partie.

De mars 2003 à juin 2003 quatre thèmes ont été proposés :

1) La participation des habitants : instances de concertation dans les quartiers

DATE

Le 20 mars de 9h à 12h

INTERVENANTS

Anne OLIVIER, sociologue de Tessiture, avec la participation de l'équipe d'Intégr'Action et de Frédéric Manceau, chef de service Mission Ville démocratie participative de la ville d'Evry.

PARTICIPANTS

Cette conférence-débat a rassemblé 50 participants.

CONSTATS ET PERSPECTIVES

Les participants ont exprimé leur intérêt de poursuivre la réflexion sur cette démarche. A la suite de cette rencontre, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en place un groupe de travail à partir d'avril 2003 qui se poursuivra jusqu'en juin 2004.

2) La gestion urbaine de proximité

DATE

Le 24 avril 2003 de 9h à 12h

INTERVENANTS

Conférence animée par Antoine ANDERSON, consultant, Savoir-Faire & Cie, avec la participation de Stéphane ALKAN, bailleur social (EFIDIS).

PARTICIPANTS

Cette conférence-débat a rassemblé 26 personnes.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Les échanges avec les participants ont fait apparaître la volonté de poursuivre l'acquisition de repères méthodologiques par un cycle de qualification.

3) L'éducation à la santé

DATE

Le 28 mai de 9h à 12h

INTERVENANT

Conférence-débat animée par N. MAAREK, du Comité de Prévention et d'Education à la Santé 91.

PARTICIPANTS

Cette conférence-débat a rassemblé 32 participants.

4) La lutte contre les discriminations raciales

DATE

Le 19 juin de 9h à 12h

INTERVENANT

Conférence animée par Martin CLEMENT, Chargé d'études à l'association Economie & Humanisme.

PARTICIPANTS

Cette conférence-débat a réuni 34 personnes.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Le sujet a provoqué un vif débat dans l'assistance. A l'issue de cette rencontre, une formation-action destinée aux professionnels et aux responsables associatifs a débuté en octobre 2003.

A partir du mois d'octobre 2003, les rencontres-débats ont privilégié la confrontation des points de vue et la réflexion partagée entre chercheurs et professionnels, notamment sur les thématiques Politique de la Ville et violences urbaines. Dans ce cadre, trois rencontres se sont tenues :

5) « Faire société : la Politique de la Ville aux Etats-Unis et en France »

DATE

Le 9 octobre de 9h à 12h

INTERVENANT

Jacques DONZELOT, maître de conférence à l'Université Paris-XII-Nanterre, à partir de son ouvrage paru en janvier 2003.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 28 personnes.

6) « Ces banlieues qui nous font peur... »

DATE

Le 20 novembre de 9h à 12h

INTERVENANTS

Nicolas BUCHOUD, chef de projet au GPV des Pyramides à Evry. A partir de son ouvrage paru en 2003.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 45 personnes

7) « Répondre à la violence : quelques pistes de réflexion »

DATE

Le 17 décembre de 9h à 12h

INTERVENANTS

Sophie BODY-GENDROT, chercheur au CNRS / CESDIP. A partir d'un aspect de sa recherche.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a réuni 37 personnes

CONSTAT ET PERSPECTIVES

- Au premier semestre 2003, de 25 à 50 professionnels de la Politique de la Ville et du développement local, responsables associatifs, travailleurs sociaux et élus ont participé aux conférences-débats.
- Au deuxième semestre 2003, de 28 à 45 professionnels de la Politique de la Ville et du développement local, responsables associatifs, travailleurs sociaux et élus ont participé aux rencontres-débats.
- Ces rencontres-débats ont rencontré l'intérêt des professionnels de la Politique de la Ville et du développement local, en particulier des responsables associatifs et des travailleurs sociaux qui interviennent dans les quartiers prioritaires. Quelques élus s'y sont joints ponctuellement.
- Elles ont favorisé la mixité et le décloisonnement des publics. Un dialogue constructif a pu s'instaurer ainsi qu'une meilleure connaissance entre les professionnels venus de différents secteurs.
- Par ailleurs, ces rencontres ont permis au Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne de se faire connaître par un public qui s'est avéré être fidèle et régulier.
- En 2004, cette formule qui semble adaptée aux attentes des professionnels, sera poursuivie au rythme d'une matinée par mois.

4.2 LES JOURNEES D'INFORMATION ET DE REFLEXION

Il s'agit pour le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne de :

- Situer les termes du débat public ;
- Apporter des repères ;
- Confronter des points de vue ;
- Favoriser la rencontre avec des chercheurs et des experts ;
- Mettre en contact ces derniers avec les professionnels de terrain ;
- Mener une réflexion conjointe sur une problématique majeure.

Deux journées thématiques ont été proposées. La première a été construite en partenariat et à la demande du réseau des coordinateurs CLSPD. La seconde faisait suite à une démarche d'analyse de besoins menée auprès de chefs de projets ville.

Ces deux journées ont porté sur les thématiques suivantes :

- « L'aide aux victimes »
- « Le renouvellement urbain/La rénovation urbaine : quelles perspectives à l'aube du 21^{ème} siècle ? »

1) Journée d'information et de réflexion « L'aide aux victimes »

Le Centre de Ressources a organisé, cette manifestation en partenariat avec le réseau des coordinateurs CLSPD, l'association MEDIAVIPP 91 et les associations proposant une écoute et un accueil aux victimes dans le département et en Ile-de-France.

DATE

Le 7 mars 2003 de 9h30 à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

Cette journée visait à donner des repères méthodologiques, à donner la parole à des praticiens, à clarifier la démarche et les réponses qu'elle apporte en terme de victimologie.

Les principaux axes de cette journée abordaient les points suivants :

- Le relevé de constatation des blessures : une étape importante pour la victime ;
- De l'aide juridique au soutien psychologique des victimes ;
- L'écoute et l'accompagnement des familles, des victimes.

De façon complémentaire, s'est tenue une table ronde portant sur « les jeunes filles et les femmes, victimes de violences physiques conjugales et familiales ».

INTERVENANTS

- L'association PAUSE
- La chargée de mission départementale au Droit des Femmes et à l'Égalité
- L'association Solidarité Femmes
- L'association Paroles de Femmes
- Le CIDF de l'Essonne
- Un commissaire de police
- Un médecin légiste
- Le procureur de la République de l'Essonne

PARTICIPANTS

90 participants, professionnels de la Politique de la Ville et du développement social urbain, responsables associatifs et travailleurs sociaux ont assisté à cette journée.

2) Journée d'information et de réflexion : «Rénovation urbaine - Renouvellement urbain : Quelles perspectives pour les villes à l'aube du XXI^{ème} siècle ?»

DATE

Le 26 juin 2003 de 9h30 à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

Cette journée a été construite dans le but de favoriser la réflexion des professionnels en perspective de la loi « d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine » et d'identifier les enjeux relatifs à cette loi. Il s'agissait d'apporter des informations permettant de mieux appréhender l'avenir et de se confronter à des points de vue d'experts sur les choix politiques.

Les principaux axes de travail ont porté sur :

- Le renouvellement urbain en Essonne : Enjeux - Typologie et financement du renouvellement urbain
- L'empreinte des grands quartiers d'habitat social
- Renouvellement urbain / Excellence éducative dans un quartier dit « défavorisé » de la Grande borne à Grigny

Les débats et les contributions ont été organisés autour des deux questions suivantes :

- Peut-t-on réussir le renouvellement urbain sans innovation dans les politiques sociales ?
- Peut-on concevoir la participation des habitants dans les projets urbains ?

INTERVENANTS

Cette journée, ouverte par Gérard Hérault, Vice-président du Conseil Général et Président du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, était co-élaborée et co-animée par Antoine ANDERSON, Consultant de Savoir-Faire & Cie.

Par ailleurs, d'autres professionnels ont été sollicités en raison de leur expertise et de leurs compétences complémentaires dans les domaines du développement social et de l'urbanisme :

- Jan NIEBUDEK, Chef de projet Politique de la Ville auprès du DDE 91
- Serge MARTINS, Chargé de mission Politique de la Ville, service Habitat (DDE 91)
- Pascale D'ANFFRAY-LEGENDRE, architecte-urbaniste, d'Architectéa
- Christine LELEVRIER, sociologue
- Guy GUEZILLE, Inspecteur d'académie en Essonne
- Madame CAMPENS, Principal du collège J.Vilar à Grigny
- Patrick NORYNBERG, Chef de projet Politique de la Ville, Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis)
- Anne CHARPY, Directrice du G.I.P., Evry (Les pyramides / Tarterêts).

PARTICIPANTS

63 professionnels de la Politique de la Ville, responsables d'associations de proximité et travailleurs sociaux exerçant dans les quartiers prioritaires ont assisté à cette journée.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Le succès rencontré par cette manifestation montre que sa forme correspond à un besoin d'échange de professionnels travaillant dans les quartiers prioritaires, issus de métiers et de champs socioprofessionnels différents.

Comme l'organisation de ces journées représente un investissement important pour le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, investissement qui porte sur le budget, les ressources humaines et la logistique, il a été convenu de garder, si possible, un rythme trimestriel pour ce type de rencontre. Une programmation est à l'étude pour l'année 2004.

Reste posée à ce jour la question de la publication des contributions des intervenants.

4.3 UN GROUPE DE TRAVAIL

A l'issue de la conférence-débat consacrée à « La participation des habitants/Instances de concertation dans les quartiers » du 20 mars 2003, des participants ont manifesté leur intérêt et leur volonté de s'investir dans un groupe de travail sur la participation des habitants qui a ainsi débuté en avril 2003 pour une durée d'un an.

Animé par Anne OLIVIER, sociologue du cabinet Tessiture, Erella DUVAL et Briac CHAUVEL de l'association Intégr'action, il a réuni une matinée par mois, une moyenne de dix professionnels concernés et impliqués dans cette démarche.

Le groupe a procédé à l'analyse des lois, textes législatifs, fiches d'expériences faisant référence et ou innovantes.

Ont également été auditionnés des professionnels ayant mis en place un dispositif de démocratie participative et des porteurs de projets. A ce titre, Patrick NORYNBERG, Directeur de la Politique de la Ville au Blanc Mesnil (Seine-Saint-Denis) et auteur de l'ouvrage « Faire la ville autrement » est intervenu lors d'une matinée.

L'objectif de ce groupe est de travailler sur la dimension territoriale essonnienne, d'en capitaliser les expériences innovantes et significatives afin de favoriser l'émergence de nouveaux outils et de nouveaux dispositifs en ce domaine. Il s'agit donc de produire une publication qui alliera des fiches de bonnes pratiques et des analyses facilitant les projets. Cette publication est prévue pour le dernier trimestre 2004.



V. Mission de mise en réseau, participation aux réseaux et partenariat avec des acteurs de la Politique de la Ville

Il s'agit pour le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne de participer à des réseaux formels et informels, tant au niveau national, régional qu'au niveau départemental et également de faciliter, voire d'impulser la mise en place de partenariats sur les thématiques et les outils de la Politique de la Ville.

5.1 AU NIVEAU NATIONAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est membre du réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville animé par le Centre de Ressources de la Délégation Interministérielle à la Ville. La directrice a participé aux réunions régulières organisées par cette instance.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne s'est engagé depuis le début de l'année 2003 dans la vie du réseau des chargés d'information et de documentation des centres de ressources Politique de la Ville et de la Délégation Interministérielle à la Ville. La chargée d'information et de documentation a participé aux réunions des professionnels de la documentation, organisées en moyenne 2 fois par an.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a apporté également sa contribution aux réunions régulières d'un réseau expérimental animé par la Délégation Interministérielle à la Ville, dans le cadre d'une démarche DIV-FASILD DTREFP portant sur la lutte contre les discriminations à l'emploi et à l'accès au logement.

5.2 AU NIVEAU REGIONAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a collaboré au réseau des professionnels constitué par la Mission Droit et Ville qui mène une réflexion sur l'accès au logement, la prévention des expulsions et les copropriétés en difficulté.

Il a poursuivi sa coopération dans le cadre des Réseaux d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents en Ile-de-France.

Il a participé à une réflexion portant sur la formation des professionnels notamment dans le cadre de réunions proposées par la Mission Ville Ile-de-France.

5.3 AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est membre du réseau informel des **Coordinateurs des Contrats Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de l'Essonne**. A ce titre, il a répondu aux demandes des membres de ce réseau en matière de documentation, de recherche d'information et de qualification.

A l'initiative de la Déléguée aux Droits des Femmes et à l'Egalité, le Centre de Ressources est partenaire du **réseau AVEC**. Il est également membre de la **Cellule Ecoute jeunes** et de la **CODAC 91**.

Il a participé également aux réunions du comité d'animation des REAAP 91.

Il est également impliqué dans des actions de partenariat avec :

- La **Maison de Banlieue et de l'Architecture** pour la réalisation d'un projet de recensement et de mise en réseau des ressources documentaires disponibles en Essonne en matière d'urbanisme et d'habitat ;
- **L'UDAF 91** sur un projet d'accompagnement et de qualification des acteurs associatifs ;
- **Génération II Citoyenneté Intégration** dans le cadre d'une étude sur les grossesses réparatrices et les grossesses précoces et d'une recherche-action relative aux jeunes filles et aux femmes des quartiers prioritaires ;
- **PIXEL'S**, association de vidéastes, pour la réalisation de quatre vidéos ;
- **MEDIAVIPP 91** pour l'animation de la journée relative à l'aide aux victimes ;
- **L'ADIL 91** et le **PACT ARIM 91** pour la réalisation d'un projet de formation des professionnels sur la thématique du logement et de l'habitat ;
- L'association **CINEAM** sur un projet en cours d'élaboration portant sur la mémoire des grands ensembles en Essonne.

Depuis le mois de février 2003, des réunions de travail ont également eu lieu avec des responsables de structures documentaires afin de mettre en place un partenariat entre le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne et ces structures concernant l'échange et la diffusion de l'information : **la documentation sociale du Conseil Général, la bibliothèque universitaire de la faculté d'Evry Val d'Essonne, le CPS 91**.

Par ailleurs, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne organise les réunions du comité d'orientation pour le « **guide des crédits de droits communs de l'Etat dans le domaine de la Politique de la Ville** ».

Il est aussi membre du comité d'orientation de la recherche-action « **Les jeunes filles et les femmes dans les quartiers de la Politique de la Ville** ».

Enfin, 22 personnes (responsables associatifs, étudiants en DESS) ont été reçues par la Directrice du Centre de Ressources afin de leur apporter des conseils concernant l'accompagnement de projets, la méthodologie et le montage de projet, mais aussi afin de leur apporter des éléments concernant les enjeux de thématiques, telles que le soutien à la parentalité, la prévention, et le travail social et la Politique de la Ville.



VI. Missions de publication et de capitalisation d'expériences

6.1 MISSION DE PUBLICATION

CONTENU ET REALISATION

La publication, qui sera une mission à concrétiser en 2004, a été largement préparée par la capitalisation des travaux menés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003.

Quatre vidéos portant sur certaines manifestations du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne ont permis d'amorcer ce travail de capitalisation. Une équipe de vidéastes a été missionnée pour filmer chacun des événements organisés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne depuis le mois de mars 2003. Pour chaque vidéo, un travail de visionnage et de montage a été nécessaire.

En vue de prochaines publications, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a d'ores et déjà gardé trace des contributions des intervenants dans le cadre des cycles de qualification, du groupe de travail sur la participation des habitants, des conférences-débats, des journées d'information et de réflexion. Ces traces sont audio et écrites. Elles constituent une matière importante à retravailler avec les intervenants en particulier pour leur donner la lisibilité et la concision propre à l'écrit.

Les moyens humains et financiers nécessaires pour mener à bien cette mission ayant été engagés par décision du Conseil d'Administration du 10 décembre 2003, la mission sera engagée dès le début de l'année 2004 par le recrutement d'un(e) chargé(e) de publication.

PERSPECTIVES

En 2004, il s'agira de :

- Définir une ligne éditoriale ;
- Publier les productions régulières du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne et en particulier les contributions des chercheurs lors des rencontres-débats, et les actes relatifs aux journées d'information et de réflexion ;
- Assurer le suivi des prestations ;
- Diffuser ces productions à un public ciblé.

6.2. CAPITALISATION D'EXPERIENCES

Cette mission a pour objectif de valoriser les expériences en lien avec la Politique de la Ville mises en place dans le département de l'Essonne.

REALISATION

Une démarche de ce type a été initialisée à partir du groupe de travail portant sur la démocratie participative. Cette démarche donnera lieu à une publication destinée aux professionnels de la Politique de la Ville, aux élus, aux services de l'Etat, aux associations, aux adhérents et à toutes les personnes concernées par cette thématique et par la Politique de la Ville en Essonne.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

L'élaboration d'un site Internet paraît également constituer un projet pertinent. Il permettrait de réaliser pleinement cette mission. L'interactivité inhérente à cet outil favoriserait en effet l'identification d'expériences et les échanges de pratiques.

En 2003, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne n'a pas été en mesure de réaliser ce projet qui nécessite un investissement conséquent en temps de préparation et de préfiguration, et un investissement financier. Pour la réalisation de ce projet, l'appui et les compétences professionnelles d'un consultant pour accompagner l'équipe sont nécessaires. La construction de ce site est une étape indispensable au développement du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne pour 2004.



VII. Fonctionnement associatif et gestion de l'Association

7.1 FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

LES ADHERENTS

Pour l'année 2003, l'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne compte parmi ses adhérents des personnes physiques et morales intervenant dans le domaine de la Politique de la Ville et du développement social dans le département de l'Essonne, et notamment :

- Le Conseil Général de l'Essonne ;
- Les communes, les Communautés d'Agglomération et de Communes du Département de l'Essonne ;
- Les fédérations et associations impliquées dans la Politique de la Ville ;
- Les professionnels et experts du développement social urbain, et de l'intervention sociale ;
- Les associations et partenaires privés et publics désireux de soutenir le projet de l'Association par leur adhésion, leur soutien financier ou leur action en matière de Politique de la Ville ;
- Des professionnels experts et chercheurs intervenant dans ce même domaine.

En 2003, le nombre d'adhérents se décompose comme suit :

- Personnes physiques : 31
- Personnes morales : 14
 - Dont : 13 associations*
 - ADAGIO Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale Intercommunale
 - ADIL 91
 - Association Le MAILLON
 - Association Génération II - Citoyenneté Intégration
 - Association INTEGR'ACTION
 - CERAF MEDIATION
 - CIDF Essonne
 - Fédération des Centres Sociaux et Socio-Culturels de l'Essonne
 - Maison de Banlieue et de l'Architecture
 - MIPOP
 - PACT-ARIM Essonne
 - UDAF de l'Essonne
- 1 organisme public : GIP Centre Essonne

- Les collectivités :
 - 3 communes, soit un total de 76292 habitants
 - Ville d'Etampes
 - Ville de Brunoy
 - Ville de Viry-Chatillon
 - 2 communautés d'agglomération et communautés de communes, soit un total de 166 533 habitants
 - La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge (118.000 habitants)
 - La communauté de Communes «Les Portes de l'Essonne » (48.533 habitants)

En 2003, l'Association a procédé à une campagne d'adhésions. Par ailleurs, elle a régulièrement communiqué en direction des participants aux différentes manifestations et usagers de l'espace d'information et de documentation sur la nécessité d'adhérer.

Malgré un effort des collectivités territoriales, on constate un différentiel significatif entre le nombre de participants et d'usagers et le nombre d'adhérents.

LES INSTANCES

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 2 juillet 2003 ; elle a été suivie d'un renouvellement du Conseil d'Administration. Cette instance s'est réunie deux fois en 2003 et le bureau trois fois.

L'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est administrée par les instances suivantes :

1) Le Conseil d'Administration

Il est composé de 11 membres répartis en deux collèges :

- 1° collège dont le représentant du Conseil Général de l'Essonne d'une part, les communes, communautés d'agglomérations et de communes ; d'autre part ; parmi lesquelles peuvent être désignés 4 administrateurs.
- 2° collège dont les associations ou organismes sociaux impliqués dans la mise en œuvre de la Politique de la Ville en Essonne, les professionnels ou experts du développement social urbain, de l'insertion économique et de l'intervention sociale.

2) Le Comité d'Orientation

Le Comité d'Orientation, désigné par le Conseil d'Administration émet une proposition de programme d'actions à entreprendre par l'Association en conformité avec son objet.

En 2003, exceptionnellement, cette instance ne s'est pas réunie.

3) Le Comité des Financeurs

Le Comité des Financeurs est composé de :

- Un représentant de chaque collectivité ou organisme public suivant, adhérent ou non, dès lors qu'il participe au financement de l'Association : Région, Département, Etat, Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations, la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Deux membres du Conseil d'Administration de l'Association ne faisant pas partie de l'une ou l'autre collectivité ou organisme précité, désignés par ledit Conseil.

Il a pour objet de constituer :

- Une instance de veille permettant de garantir la bonne affectation des fonds publics aux objectifs pour lesquels ils ont été accordés. A ce titre, il entend le bilan annuel d'activité de l'Association et contrôle le respect des conventions d'objectifs contractualisés avec les financeurs publics ;
- Une instance de débat entre représentant, des financeurs et du Conseil d'Administration de l'Association à propos de l'activité du Centre de Ressources départemental et des évolutions qui la sous-tendent.

En 2003, exceptionnellement, le Comité des financeurs ne s'est pas réuni.

LES FINANCEURS

L'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est signataire de conventions pluriannuelles avec :

- L'Etat (Préfecture de l'Essonne et Préfecture de Région Ile-de-France)
- Le Conseil Général de l'Essonne
- La Caisse des Dépôts et Consignations

En 2003, l'Association a également reçu une subvention de la ville de Chilly-Mazarin.

7.2 LA GESTION DE LA STRUCTURE

L'EQUIPE

L'équipe actuelle est composée de :

- Evelyne BOUZZINE - Directrice
- Marie Hélène VILCOQ – Assistante de direction
- Delphine DORE – Chargée d'information et de documentation

En 2003, cette équipe s'est stabilisée et étoffée en terme de compétences grâce au recrutement d'une assistante ayant une longue expérience en matière de gestion d'une structure associative.

Comme il a été décidé de limiter le recours aux CDD courts, une employée polyvalente a rejoint l'équipe en octobre 2003. Ces deux recrutements ont renforcé l'Association.

L'écoute, la qualité d'accueil, la disponibilité, la rigueur et la réactivité sont des principes partagés par l'ensemble des membres de l'équipe qui travaillent avec un esprit de cohésion.

Les intervenants (Hervé BORDY, Jean-François BERNOUX, Antoine ANDERSON, Anne OLIVIER, Erella DUVAL, Briac CHAUVEL, Martin LACROIX) ont également participé activement et contribué, dans un esprit de coopération, au développement de l'activité.

Les bénévoles, et en particulier M. Gérald HERAULT, président de l'Association et les membres du Conseil d'Administration et du bureau, ont par leur écoute et leur intérêt soutenu l'ensemble du projet.

En 2004, afin de réaliser sa mission de publication, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne procédera au recrutement d'une chargée de publication (poste à temps partiel).

LES LOCAUX

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est installé dans les locaux gracieusement prêtés par le Conseil Général de l'Essonne. Les locaux sont composés d'un bureau, d'un plateau d'accueil, d'un espace dédié à la documentation et d'un local technique.

Les cycles de qualification se sont tenus dans deux salles ponctuellement prêtées par le Conseil Général de l'Essonne, dans les immeubles France-Evry.

Les rencontres débats mensuelles ont eu lieu également salle 100 - Tour Malte. Le CNFPT et l'INT ont accueilli gracieusement le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne pour les journées d'information et de réflexion.

De façon générale, on peut observer que le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne doit constamment prendre en compte pour son activité et ses manifestations, les problèmes de logistique liés à l'espace. Tout en reconnaissant la bonne volonté des services du Conseil général, on peut avancer que cette situation est source de dysfonctionnement et de perte de temps pour l'équipe.

L'EQUIPEMENT

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a poursuivi son investissement en matière d'équipement informatique et de mobilier.



EN CONCLUSION...

Que retenir de ce rapport d'activité et de cette année 2003, si ce n'est une dynamique et une activité complexe ?

Au-delà des résultats et des objectifs réalisés, il faudrait retenir que le Centre de Ressources Politique de la Ville a été porteur de flux d'informations et a été un facilitateur d'échanges entre les acteurs de la Politique de la Ville en Essonne. En 2004, la construction d'un site Internet consolidera ce rôle.

Il a également constitué des maillages croisés tout à fait vivaces entre associations et professionnels. Chaque participant, chaque usager, chaque membre d'un réseau, de la place qu'il a tenu et à tout moment, a pu établir des contacts.

Au-delà des chiffres en matière de qualification le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a interrogé les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être individuels et collectifs, et quelquefois, a su remettre en cause les valeurs, les principes d'action, les représentations. En 2004, la production de publications concrétisera ses travaux.

Mais on peut avancer que la mise en réseau des professionnels et des acteurs de la Politique de la Ville, l'esprit de partenariat et de coopération relève encore à ce jour d'une pratique innovante, voire d'une transformation des cultures. Ainsi, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a investi ce positionnement particulier dit « ressources » qui se différencie des organisations classiques et des logiques d'action linéaires ou verticales.

Quant aux rencontres, nous avons pu observer qu'elles se sont aussi appuyées sur une qualité relationnelle établie entre les personnes : la convivialité a permis de construire un climat positif basé sur l'entente, la confiance et l'estime réciproque.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a fonctionné car il a su se rendre disponible et accessible, à même d'écouter et de se doter d'une aptitude facilitante. Notons que toutes ces capacités relèvent d'un savoir-être individuel et collectif qui s'acquiert ou s'apprend constamment.



Les annexes

I. Missions d'information et de documentation

1.1 Les demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003

| | |
|---|------------|
| Nombre de demandes formulées sur le SVP INFO DOC | 102 |
| Nombre de personnes ayant formulé des demandes sur le SVP INFO DOC | 73 |
| Nombre de personnes ayant formulé plus d'une demande sur le SVP INFO DOC | 17 |
| Nombre de rendez-vous pris à l'espace d'information et de Documentation | 53 |
| Nombre de personnes ayant pris plus d'un rendez-vous à l'espace d'information et de documentation | 13 |
| Nombre de réponses apportées à distance (par mail, fax et courrier) | 49 |
| Nombre de demandes qui ont été directement satisfaites par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne | 97 |
| Nombre de demandes qui ont nécessité une réorientation vers une autre structure documentaire | 5 |

| Typologie des demandes formulées sur le SVP INFO DOC en 2003 | Nombre |
|--|---------------|
| Références d'ouvrage/Consultation de documents précis | 9 |
| Liste de coordonnées, contacts (Chefs de projet ville en Essonne, consultants etc.) | 8 |
| « Renouvellement urbain/Rénovation urbaine » | 7 |
| « La participation des habitants/ La démocratie participative » | 7 |
| « Le logement (Le logement social, les grands ensembles, les Appartements pédagogiques, les copropriétés dégradées)» | 6 |
| Données statistiques (ZUS en Essonne : Données SIG DIV) | 5 |
| Présentation du Centre de Ressources et de l'espace d'information et de documentation | 4 |
| Diverses | 4 |
| « Travail social et Politique de la Ville » | 3 |
| « Education et Politique de la ville (veille éducative, ruptures scolaires etc.)» | 3 |
| « La gestion urbaine de proximité » | 3 |
| Textes de loi : décrets, circulaires, arrêtés... | 2 |
| « Santé et Politique de la Ville (les ateliers de santé-ville, la santé en milieu scolaire) » | 2 |
| « Les transports et la sécurité » | 2 |
| « Les associations et la Politique de la Ville » | 2 |
| « La mixité sociale » | 2 |
| « Les métiers de la Politique de la Ville et du développement social urbain » | 2 |
| Contrats essonniers : contrats de ville, conventions-cadre etc. | 2 |
| Fiches d'expérience | 2 |
| « Le diagnostic partagé » | 2 |
| « L'image des jeunes de banlieue » | 1 |
| Les PLIE en Essonne | 1 |
| « L'évaluation et la Politique de la Ville » | 1 |
| « Les jeunes et la citoyenneté » | 1 |
| « Le rôle des accompagnateurs à la scolarité : liens entre établissements scolaires et familles » | 1 |
| « Le développement durable et la Politique de la Ville » | 1 |
| « La réhabilitation des espaces publics » | 1 |
| « Les plates-formes de service public » | 1 |
| « Le rôle de la femme dans la transmission de la tradition » | 1 |
| « Arts et traditions populaires » | 1 |
| « La tutelle du majeur protégé » | 1 |
| « Le volet culturel de la Politique de la Ville » | 1 |
| « Les gens du voyage » | 1 |
| « Où trouver l'origine des populations étrangères sur un quartier ? » | 1 |
| « La vidéo-surveillance » | 1 |
| Offres d'emploi | 1 |
| « Les violences scolaires » | 1 |
| « Les modes de garde d'enfants » | 1 |
| « Les CLSPD » | 1 |
| « Le repli identitaire dans les quartiers » | 1 |
| « Le sentiment d'insécurité » | 1 |
| « Les ateliers d'écriture » | 1 |
| « Le soutien à la parentalité » | 1 |
| Les ouvrages fondamentaux de la Politique de la Ville | 1 |
| « La mise en réseau des acteurs locaux » | 1 |
| Total | 102 |

1.2 Le profil des utilisateurs

| Fonction des utilisateurs | Nombre |
|---|-----------|
| Etudiant | 16 |
| Chef de projet Politique de la Ville / Coordinateur CLSPD/CEL/REP | 14 |
| Travailleur social | 9 |
| Agent Conseil Général de l'Essonne | 9 |
| Responsable associatif | 8 |
| Formateur/Consultant/Universitaire | 7 |
| Responsable Agents Locaux de Médiation et de Sécurité | 3 |
| Agent de développement local | 2 |
| Responsable de service municipal | 2 |
| Agent du service public | 1 |
| Demandeur d'emploi | 1 |
| Non précisée | 1 |
| Total | 73 |
| Origine géographique | Nombre |
| Essonne | 62 |
| Hors Essonne | 11 |
| Total | 73 |

II. Mission de qualification des professionnels

2.1. Les thématiques des cycles de qualification 2003

| Les thématiques | Dates | Nombre de participants |
|---|---|---|
| « Initier et piloter l'Evaluation (1 ^{er} cycle) » | 6 janvier 6 février 3 mars 3 avril | 13 participants réguliers sur les quatre dates |
| « Initier et piloter l'Evaluation (2 ^{ème} cycle) » | 6 mai 26 mai 16 juin 30 juin | 10 participants réguliers sur les quatre dates |
| « Mener un projet de gestion urbaine de proximité » | 12 décembre | 18 participants |
| « La lutte contre les discriminations raciales à l'emploi et à la formation » | 21 octobre 17 novembre 15 décembre | 19 participants réguliers sur les trois dates |
| Total | | 60 |

2.2. Le profil des participants aux cycles de qualification 2003

| Villes d'origine | Nombre de personnes | % |
|-------------------------------|---------------------|-------------|
| EVRY | 11 | 18,33 |
| CORBEIL-ESSONNES | 5 | 8,33 |
| COURCOURONNES | 4 | 6,67 |
| BALLANCOURT-SUR-ESSONNE | 3 | 5 |
| BRUNOY | 3 | 5 |
| DRAVEIL | 3 | 5 |
| FLEURY-MEROGIS | 3 | 5 |
| MASSY | 3 | 5 |
| STE-GENEVIEVE-DES-BOIS | 3 | 5 |
| ETAMPES | 2 | 3,33 |
| LES ULIS | 2 | 3,33 |
| LIEUSAIN (77) | 2 | 3,33 |
| ARPAJON | 1 | 1,67 |
| ATHIS-MONS | 1 | 1,67 |
| CHATENAY MALABRY (92) | 1 | 1,67 |
| COMBS-LA-VILLE (77) | 1 | 1,67 |
| JUVISY-SUR-ORGE | 1 | 1,67 |
| MONTGERON | 1 | 1,67 |
| MORSANG-SUR-ORGE | 1 | 1,67 |
| PALaiseau | 1 | 1,67 |
| PARIS (75) | 1 | 1,67 |
| QUINCY-SOUS-SENART | 1 | 1,67 |
| RIS ORANGIS | 1 | 1,67 |
| SAVIGNY-SUR-ORGE | 1 | 1,67 |
| SOISY-SUR- SEINE | 1 | 1,67 |
| VIGNEUX | 1 | 1,67 |
| VIRY-CHATILLON | 1 | 1,67 |
| YERRES | 1 | 1,67 |
| Nombre de participants | 60 | 100% |
| Nombre de villes | 28 | |

| Fonction des participants | Nombre de participants | % |
|--|------------------------|-------------|
| Professionnel de la Politique de la Ville (chef de projet, directeur mission ville et politique de la ville, chargé de mission...) | 29 | 48,33 |
| Agent de collectivités locales (sauf Conseil Général de l'Essonne) | 9 | 15 |
| Responsable ou bénévole d'associations | 8 | 13,34 |
| Coordinateur CLSPD | 6 | 10 |
| Autre (chercheur, étudiant...) | 3 | 5 |
| Travailleur social | 2 | 3,33 |
| Agent des services de l'Etat (dont Préfecture) | 2 | 3,33 |
| Agent du Conseil Général de l'Essonne | 1 | 1,67 |
| Total | 60 | 100% |

III. Mission d'échange et de rencontre

3.1. Nombre de participants par thématique

| Les thématiques des rencontres/débats en 2003 | Dates | Nombre de participants |
|--|-------------|------------------------|
| « La participation des habitants : instance de concertation dans les quartiers » | 20 mars | 50 |
| « La gestion urbaine de proximité : enjeux et méthodes » | 24 avril | 26 |
| « L'éducation à la santé » | 28 mai | 32 |
| « La lutte contre les discriminations raciales : état des lieux » | 19 juin | 34 |
| « Faire société : la politique de la ville aux Etats-Unis et en France » | 9 octobre | 28 |
| « Ces banlieues qui nous font peur : une stratégie d'action pour transformer la gestion des quartiers d'habitat social » | 20 novembre | 45 |
| « Répondre à la violence : quelques pistes de réflexion » | 17 décembre | 37 |
| Total | | 252 |

| Journées d'information et de réflexion en 2003 | Dates | Nombre de participants |
|---|---------|------------------------|
| « L'Aide aux victimes » | 7 mars | 90 |
| « Rénovation urbaine- Renouveau urbain : Quelles perspectives pour les villes à l'aube du XXI ^{ème} siècle ? » | 26 juin | 63 |
| Total | | 153 |

| Le groupe de travail en 2003 | Dates | Nombre de participants |
|---|---|--|
| « La participation des habitants : les instances de concertation dans les quartiers » | 29 avril 27 mai 24 juin 18 sept. 14 oct. 18 nov. 16 déc | 10 participants réguliers sur les sept dates |
| Total | | 10 |

3.3 Profil des participants aux journées d'échange, conférences et groupe de travail

| Ville d'origine des participants | Rencontres-débats | Journées d'information | Groupe de travail | TOTAUX |
|----------------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------|
| EVRY | 73 | 41 | 3 | 117 |
| CORBEIL-ESSONNES | 18 | 14 | 1 | 33 |
| STE-GENEVIEVE-DES-BOIS | 19 | 5 | 1 | 25 |
| JUVISY-SUR-ORGE | 11 | 8 | 0 | 19 |
| COURCOURONNES | 8 | 7 | 0 | 15 |
| PARIS (75) | 12 | 1 | 1 | 14 |
| QUINCY-SOUS-SENART | 7 | 3 | 1 | 11 |
| ST MICHEL-SUR-ORGE | 7 | 3 | 0 | 10 |
| BRETIGNY-SUR -ORGE | 3 | 6 | 0 | 9 |
| EPINAY-SOUS-SENART | 5 | 4 | 0 | 9 |
| RIS ORANGIS | 7 | 1 | 1 | 9 |
| ARPAJON | 3 | 5 | 0 | 8 |
| ATHIS-MONS | 5 | 3 | 0 | 8 |
| ETAMPES | 5 | 3 | 0 | 8 |
| FLEURY-MEROGIS | 7 | 1 | 0 | 8 |
| GRIGNY | 2 | 6 | 0 | 8 |
| PALaiseAU | 5 | 2 | 1 | 8 |
| BALLANCOURT-SUR-ESSONNE | 6 | 1 | 0 | 7 |
| DRAVEIL | 5 | 2 | 0 | 7 |
| MORSANG-SUR-ORGE | 4 | 3 | 0 | 7 |
| VIRY-CHATILLON | 3 | 4 | 0 | 7 |
| MONTGERON | 3 | 3 | 0 | 6 |
| BOISSY LE CUTTE | 3 | 1 | 1 | 5 |
| BRUNOY | 2 | 3 | 0 | 5 |
| LES ULIS | 4 | 1 | 0 | 5 |
| VIGNEUX-SUR-SEINE | 2 | 3 | 0 | 5 |
| BOUSSY-ST ANTOINE | 3 | 0 | 0 | 3 |
| SAVIGNY-SUR-ORGE | 0 | 3 | 0 | 3 |
| ST GERMAIN LES ARPAJON | 3 | 0 | 0 | 3 |
| BURES-SUR-YVETTE | 2 | 0 | 0 | 2 |
| CHILLY MAZARIN | 1 | 1 | 0 | 2 |
| LIEUSAIN (77) | 2 | 0 | 0 | 2 |
| LONGJUMEAU | 1 | 1 | 0 | 2 |
| MARCOUSSIS | 0 | 2 | 0 | 2 |
| MASSY | 2 | 0 | 0 | 2 |
| MENNECY | 0 | 2 | 0 | 2 |
| MORIGNY-CHAMPIGNY | 1 | 1 | 0 | 2 |
| SOISY-SUR-SEINE | 2 | 0 | 0 | 2 |
| ST-CHERON | 0 | 2 | 0 | 2 |
| COMBS-LA-VILLE (77) | 1 | 0 | 0 | 1 |
| COURBEVOIE (92) | 1 | 0 | 0 | 1 |
| EPINAY-SUR-ORGE | 1 | 0 | 0 | 1 |
| LARDY | 1 | 0 | 0 | 1 |
| LE MEE SUR SEINE (77) | 1 | 0 | 0 | 1 |
| LONGPONT-SUR-ORGE | 1 | 0 | 0 | 1 |
| NEMOURS (77) | 0 | 1 | 0 | 1 |
| SACLAY | 0 | 1 | 0 | 1 |
| ST-DENIS (93) | 0 | 1 | 0 | 1 |
| ST-YON | 0 | 1 | 0 | 1 |
| TIGERY | 0 | 1 | 0 | 1 |
| VERSAILLES (78) | 0 | 1 | 0 | 1 |
| VILLENEUVE-LA-GARENNE (92) | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Nombre de participants | 252 | 153 | 10 | 415 |
| Nombre de villes | 41 | 40 | 8 | 52 |

| Fonction des participants | Rencontres - débats | Groupe de travail | Journée Aide aux victimes | Journée Rénovation urbaine | Totaux | % |
|--|---------------------|-------------------|---------------------------|----------------------------|------------|--------------|
| | 2003 | 2003 | 07-mars | 26-juin | | |
| Responsable ou bénévole d'associations | 66 | 3 | 24 | 17 | 110 | 26,51 |
| Professionnel de la Politique de la Ville (chef de projet, directeur mission ville et politique de la ville, chargé de mission...) | 62 | 2 | 4 | 13 | 81 | 19,52 |
| Agent de collectivités locales (sauf Conseil Général de l'Essonne) | 39 | 2 | 23 | 14 | 78 | 18,81 |
| Agent du Conseil Général de l'Essonne | 21 | 0 | 17 | 5 | 43 | 10,36 |
| Agent des services de l'Etat (dont Préfecture) | 19 | 0 | 10 | 6 | 35 | 8,43 |
| Autre (chercheur, étudiant...) | 23 | 3 | 4 | 3 | 33 | 7,95 |
| Coordinateur CLSPD | 12 | 0 | 7 | 3 | 22 | 5,3 |
| Elu | 4 | 0 | 0 | 1 | 5 | 1,2 |
| Bailleur | 3 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0,96 |
| Travailleur social (sauf Conseil Général) | 3 | 0 | 1 | 0 | 4 | 0,96 |
| Total | 252 | 10 | 90 | 63 | 415 | 100 |

IV. Total des participants et des usagers du Centre de Ressources en 2003

| Services / Evénements | Nombre de personnes |
|--|---------------------|
| SVP INFO DOC et espace d'information et de documentation | 73 |
| Cycles de qualification | 60 |
| Rencontres-débats | 252 |
| Journées d'information et de réflexion | 153 |
| Groupe de travail | 10 |
| Total | 548 |